



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1939>

Clara Paillard : "One million climate jobs : time to act on climate change !"

- Société -



Date de mise en ligne : mardi 26 mai 2015

L'École Émancipée

Clara Paillard, syndicaliste au Public and Commercial Services Union est co-rédactrice du dernier rapport de la campagne britannique "One Million Climate Jobs".

x La campagne britannique pour des « emplois climatiques » vient de publier, en mars dernier, son dernier rapport. Quelles en sont les grandes lignes ?

L'objectif est d'apporter une réponse positive au chômage massif et à la crise climatique. Lorsque les gens sont en situation de précarité, parler d'urgence climatique est parfois compliqué. Nous cherchons donc à dépasser cette tension entre deux urgences, sociale et environnementale. En passant à l'offensive : nous ne sommes pas juste contre les causes du dérèglement climatique, nous apportons des solutions. C'est essentiel pour convaincre un travailleur de se mobiliser contre le dérèglement climatique alors qu'il risque de perdre son emploi ! C'est le sens de nos propositions. Nous estimons que la création d'un million d'emplois dans des secteurs stratégiques en Grande-Bretagne contribueraient à une baisse de près de 80 % des GES(2). Nous avons publié un rapport chiffrant les besoins dans différents secteurs. Ces propositions ne sont pas « à prendre ou à laisser » mais s'inscrivent dans ce débat public. Nous proposons par exemple la création de 430 000 emplois dans le secteur énergétique, principalement dans les énergies renouvelables, mais aussi pour rénover le réseau électrique. Dans le secteur du bâtiment, nous estimons les besoins à 180 000 emplois, pour la rénovation et l'isolation des habitations et s'attaquer ainsi à la précarité énergétique des ménages les plus pauvres et créer des logements sociaux soutenables. Nous souhaitons également que les efforts se portent sur le transport ferroviaire, mais également dans le secteur de l'éducation et de la formation, car nous avons besoin d'un service public capable d'assurer la formation et la reconversion des travailleurs.

x Une telle alliance, entre organisations environnementales et syndicats ne va pas de soi. Vous êtes d'ailleurs précurseurs en Grande-Bretagne.

Cette campagne est issue de la rencontre de mon syndicat PCS(3), et d'une organisation Campaign against Climate Change(4). Depuis 2007, année de lancement de la campagne, nous avons progressé, par un travail de conviction auprès d'équipes syndicales. Au départ, nous étions quatre syndicats investis dans la campagne : PCS, UCU(5) (syndicat des enseignants des lycées et des universités) et le syndicat des postes et télécommunications (CWU) et un syndicat de Transports (TSSA). Depuis, trois nouveaux syndicats de travailleurs nous ont rejoints, ainsi que le syndicat étudiant. Parmi ces syndicats, celui des pompiers est conscient qu'ils seront les premiers confrontés aux multiplications des risques d'inondations et d'incendies. Nous avons reçu également le soutien du plus grand syndicat d'Europe, UNITE(6), qui représente 1,5 millions de travailleurs, notamment dans l'industrie gazière et pétrolière. Des désaccords existent, mais une majorité s'est dégagée pour soutenir la campagne. Notre action ne se réduit d'ailleurs pas à populariser notre slogan et nos propositions de création d'emplois. Nous revendiquons la création de délégués syndicaux verts pour informer les travailleurs des conséquences du dérèglement climatique, mais également pour négocier avec l'employeur des mesures de réduction des émissions de GES sur les lieux de travail.

x Votre rapport propose de créer uniquement des emplois publics. Dans un pays travaillé par l'idéologie libérale depuis 35 ans, c'est un objectif ambitieux !

Notre approche est très pragmatique. Depuis 30 ans, l'Etat intervient, via les subventions au secteur privé. La majeure partie nourrit d'abord les profits. C'est un exceptionnel gaspillage d'argent public loin d'apporter des résultats. La privatisation des chemins de fer, par exemple, a conduit à une augmentation du coût et à une dégradation de la qualité du service, favorisant ainsi la voiture individuelle ou les cars. Ainsi, nous voyons que le secteur privé est inefficace pour lutter contre les GES.

Il faut prendre le contrôle public de ces secteurs essentiels pour les soustraire à la logique du profit, d'autant que le financement est largement accessible. Tout d'abord parce que la nationalisation implique la fin des subventions au privé. De plus, si ces emplois, sont des salaires, ce sont aussi autant d'allocations chômage en moins pour le budget de l'État, et autant de ressources fiscales en plus. Enfin, une lutte déterminée contre l'évasion fiscale et les inégalités permettraient des marges de manoeuvres financières. Les 1000 ménages les plus riches en Grande-Bretagne ont vu leur richesse doubler depuis la crise financière de 2008 et l'évasion fiscale approche les 120 milliards de livres. Le financement des banques en 2008 n'a pas non plus été un problème, l'État a trouvé 800 milliards de livres pour les aider ! Si la planète était une banque, ils l'auraient sauvée depuis longtemps ! Les ressources financières existent pour une politique ambitieuse d'emplois publics et de lutte contre le dérèglement climatique. Le reste est affaire de volonté politique. ĩ

Propos recueillis par Julien Rivoire

- 1) <http://www.climate-change-jobs.org/>
- 2) Gaz à effet de serre.
- 3) <http://www.pcs.org.uk/>
- 4) <http://www.campaigncc.org/>
- 5) <http://www.ucu.org.uk/>
- 6) <http://www.unitetheunion.org/>